

CARAJÁS,

PRINTEMPS 2026

UN TROU
NOIR
QUI MINE
L'AMAZONIE

Deux trains se croisent à Auzilândia, dans l'État du Maranhão, au Brésil. Long de trois kilomètres, chacun de ces trains transporte plusieurs dizaines de milliers de tonnes de minerais de fer.



texte et photos CAMILLE MADERA / REGARD BRUT

Dans le nord du Brésil, les plus gros gisements de fer du monde sont exploités par le géant Vale, qui massacre tout un territoire et sa population. Sous couvert de transition énergétique et d'acier décarboné financés à coups de milliards, l'Europe aggrave sa complicité historique avec cette entreprise imprégnée de néo-colonialisme et de racisme environnemental.

Le café posé sur la table se met à trembler, sa surface se ride de cercles concentriques. Dans un vacarme effarant, un train défile à une dizaine de mètres de la maison d'Adriana Oliveira: «*La richesse passe devant notre porte, et nos revendications sont totalement ignorées*», soupire l'agricultrice. Dans cette périphérie de la ville d'Açailândia, au Brésil, les rails balafrant l'assentamento¹ de part en part. «*Les gens vivent des deux côtés, et nous n'en tirons aucun bénéfice*», reprend-elle, avant d'ajouter que ce trafic ferroviaire est à l'origine d'un grand nombre d'accidents mortels².

Multiples, les doléances s'égrènent tout au long de l'Estrada de Ferro Carajás, une voie de chemin de fer de près de 900 kilomètres qui relie le bassin minier de Carajás, dans l'État du Pará, au port atlantique de São Luís, dans l'État du Maranhão (lire carte p.30). De jour comme de nuit, les trains traversent une centaine de communautés traditionnelles, de *quilombos* (communautés formées par les descendant-es d'esclaves en fuite) et de territoires indigènes, et près d'une trentaine d'aires protégées. Les populations affectées par ce complexe minier sont confrontées à un dilemme que Guilherme Zagallo, avocat à São Luís, résume ainsi: «*fuir, mourir, ou lutter*».

UNE «MACHINE SATANIQUE» ALIMENTÉE PAR L'EUROPE

Mais c'est une lutte à armes inégales, tant les dimensions et les intérêts de l'activité minière, initiée par la dictature militaire brésilienne dans les années 1970, sont pharaoniques. On trouve dans la région deux des plus grosses mines de fer du monde, d'où sont extraits 180 millions de

tonnes de minerais par an, soit 6 à 7 % de l'ensemble des minerais métalliques minés sur Terre. Ils sont ensuite acheminés par des trains de plusieurs kilomètres de long jusqu'au premier terminal portuaire du pays, d'où partent les plus imposants vraquiers existant – la classe de navire Valemax ayant été

spécialement conçue pour le fret maritime du fer de Vale – afin d'irriguer le marché international. Intégralement géré par la multinationale brésilienne Vale, ce rouage essentiel du capitalisme mondial est «*une machine satanique qui broie la terre et les gens*», résume Charles Trocate, coordinateur du Movimento pela Soberania Popular na Mineração (Mouvement pour la souveraineté populaire dans le secteur minier), pour qui cette entreprise «*génère le développement du sous-développement*». Une formule qui résume parfaitement la situation des États du Pará et du Maranhão, où respectivement 5,7 % et 12 % de la population vit sous le seuil d'extrême pauvreté. Dès les débuts du Projeto Grande Carajás, ces gisements exceptionnels ont suscité la convoitise d'un continent européen pauvre en fer. Dans les années 1980, la Commission européenne du charbon et de l'acier (CECA) co-finance les travaux à hauteur de 633,8 millions d'euros, soit près de 40 % des investissements étrangers du projet. Depuis, une part significative de l'approvisionnement européen³ en minerai de fer est assurée par les mines Serra Norte et S11D du complexe. Pour achever la transformation du massif montagneux Serra dos Carajás en «territoire servant», en marge des centres de pouvoir, une multitude de mines de cuivre, d'or, de nickel et de manganèse, toutes exploitées par Vale, scarifient aujourd'hui ce morceau d'Amazonie. Des infrastructures qui n'ont pu voir le jour qu'avec le soutien financier des banques – au premier rang desquelles le Crédit Agricole, créancier numéro un de Vale entre 2016 et 2021, avec 308 millions de dollars de prêts sur la période. Et ce, alors même que Vale se révèle être à l'origine des pires tragédies environnementales du continent: les ruptures des barrages de Mariana en 2015 et Brumadinho en 2019 ont causé plus de 300 mort-es. Dernièrement, de janvier à mars 2025, c'est plus de 800 millions de dollars que le Crédit Agricole prête à Vale en trois mois.



Il y a trois ans, le corps du fils de Maria Cleonice Costa Viana est retrouvé inanimé sur le chemin de fer. Sans rapport d'autopsie ni d'accident, elle attend toujours de comprendre ce qu'il s'est passé. Le policier qui a expédié le dossier et n'a pas voulu remettre les documents aurait reçu une voiture neuve de la part de Vale peu après l'incident. Une étrange coïncidence pour Maria, dans un quartier où les bureaux de la police se trouvent dans l'enceinte même d'un terrain appartenant à Vale.

UN CATALYSEUR DE L'EMPRISE INDUSTRIELLE

Sans compter que «*l'exploitation minière ouvre la porte*» à tout un tas d'autres projets industriels, explique Morgana Meirellys Queiroz, de l'association Justiça nos Trilhos (Justice sur les rails), qui œuvre le long du tracé. Ainsi, si l'Estrada de Ferro Carajás était initialement destinée aux

cargaisons ferreuses, la ligne s'est rapidement transformée en atout logistique pour le port de São Luís, acheminant notamment le soja de l'agro-business, dont la production est désastreuse pour l'Amazonie et l'agriculture paysanne. Un effet d'aubaine auquel s'ajoute la transformation par Vale d'une partie du minerai en boulettes (qui deviendront de l'acier) dans une usine qui contribue aux émissions polluantes du port de São Luís. Cette zone industrialo-portuaire, dont la hausse de l'activité est singulièrement corrélée à l'augmentation des cas de cancers et de maladies respiratoires mortelles, positionne l'agglomération



Kokopati, un des plus vieux guerriers Xikrin, se rappelle qu'avant que les Blancs se mettent à « exploser » la terre pour en extraire les minerais, le territoire Xikrin s'étendait sur les concessions minières, aujourd'hui interdites d'accès.

parmi les villes les plus polluées du pays: l'étude sur la qualité de l'air commandée par l'État du Maranhão fait part de plus de 900 dépassements du seuil d'alerte en 2023. À mi-parcours de la voie ferrée, à Açailândia, c'est un pôle sidérurgique qui s'est développé grâce au minerai acheminé par la voie ferrée. Voraces en charbon, les hauts fourneaux, qui répondent à la demande régionale en acier, ont été un facteur majeur de la déforestation. Aujourd'hui, la production de charbon est assurée par d'immenses monocultures d'eucalyptus OGM, gourmandes en eau, aspergées de glyphosate par avion. Pendant des décennies, le quartier de Piquiá de Baixo a été asphyxié par les fumées toxiques des usines voisines. Antônio Flávia, qui y est née et y a grandi, se rappelle: « Nous étions là, à respirer, manger et boire la pollution. »⁴ En 2024, après une longue lutte, plus de 300 familles ont finalement obtenu leur relogement, que Vale a partiellement financé sous couvert de philanthropie.

«ETHNOCIDE CHIMIQUE» IMMINENT

Si Vale peut facilement diluer sa responsabilité dans la dégradation de l'atmosphère à São Luís ou se défaire sur les sidérurgies indépendantes d'Açailândia, nombre de crimes environnementaux l'accablent directement. Dans les années 2010, la duplication du chemin de fer, pensée pour augmenter le trafic et les exportations, a accentué la déforestation de cette région, où la frontière amazonienne ne cesse de reculer. Dans le cadre de ces travaux, à Marabá, la construction d'un nouveau pont perturbe la vie aquatique du fleuve Tocantins, laissant démunies les *ribeirinhos*, communautés traditionnelles installées sur les rives, qui vivent principalement de la pêche. Dans le *quilombo* Santa Rosa dos Pretos⁵, le chemin de fer a obstrué plusieurs cours d'eau pendant des années. Malgré les aménagements réalisés, leur débit reste minime, et les poissons bloqués. Par ailleurs, les pêcheurs de Parauapebas l'accusent de polluer le fleuve éponyme, et ses riverains à São Luís de dégrader les nappes phréatiques.

«La richesse passe devant notre porte, et nos revendications sont totalement ignorées»

— Adriana Oliveira

jusqu'en 2023 au moins, le producteur d'acier français Ugitech s'approvisionnait auprès de cette mine.

MINAGE ET INDEMNISATION, DEUX FACES D'UNE MÊME MENACE

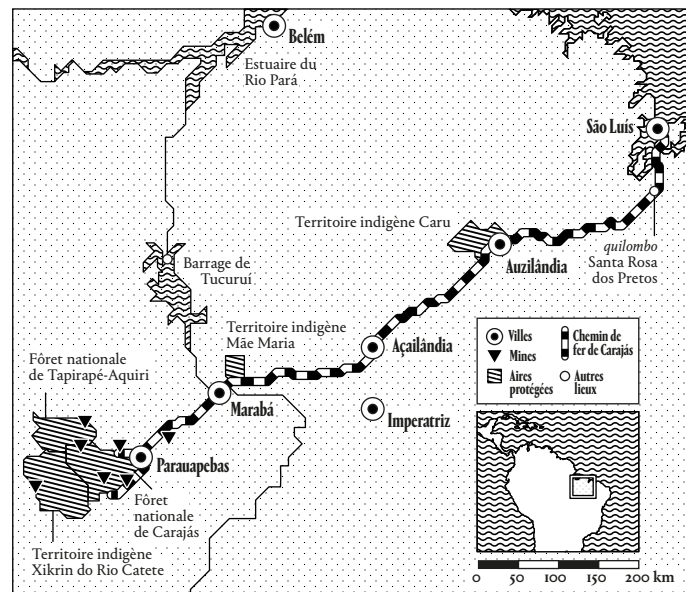
« Ils ont miné là où ma mère et mon père étaient enterrés, la machine a tout emporté, tempête Kokopati. Ils ont pris nos terres, construit des infrastructures et détruit toute notre culture. » Si chaque peuple développe un lien culturel et identitaire avec son territoire,

Mais c'est sans doute dans le territoire indigène Xikrin do Cateté, comptant 2 000 habitant-es cernés par Vale, que la culpabilité de cette dernière est la plus indéniable. À l'ouest, la mine de nickel de Onça Puma pollue directement la rivière Cateté. Kokopati, un des doyens de la communauté, a vécu l'arrivée de l'industrie minière: « À l'époque, nous étions toujours en bonne santé. Nous buvions de l'eau de bonne qualité et nous ne mourions que lorsque nous étions vieux. Aujourd'hui, les gens n'ont plus le temps de vieillir. Vale nous tue à petit feu. » En 2024, une étude constate que 98,5 % de la population testée est contaminée aux métaux lourds. Le médecin et professeur João Paulo Botelho, qui craignait en 2017 l'imminence d'un « *ethnocide chimique* », déconseille la baignade et toute utilisation de l'eau. Outre les irritations cutanées, maux de tête, vomissements et diarrhées, Ngrenhokanhti, très jeune grand-mère de 26 ans, évoque les malformations congénitales provoquées par cette pollution: « Certains bébés sortent... différents, handicapés ». Si Vale nie toute responsabilité, et que des accords financiers avec la communauté ont enterré des années de bataille judiciaire, le ministère public brésilien a rouvert le dossier en 2025, considérant que la signature chimique de la pollution, caractérisée en laboratoire par les métaux lourds retrouvés dans les organismes de la population et dans l'environnement, est formelle. Et



celui-ci est particulièrement étroit entre les Xikrin et leur rivière. Comme l'explique le professeur Bruno Malheiro: «*Ils ne s'appellent pas Xikrin do Cateté par hasard, cette rivière est centrale pour ce peuple et son organisation.*» La mythologie xikrin, qui prête des caractéristiques infernales à l'univers souterrain, ajoute à cette lutte une dimension cosmologique. Cet aspect ressort également chez les Awá Guajá, une des dernières ethnies nomades de chasseurs-cueilleurs de la planète. D'après l'anthropologue Uirá Garcia, ces derniers «*ont toute une théorie autochtone sur le bruit*» qui valorise le silence, par opposition au «*bruit de terreur*» produit par le train bordant leurs terres, le territoire indigène Caru.

Ces menaces qui pèsent sur l'identité culturelle des populations indigènes prennent des formes plus sournoises quand s'y mêlent des compensations financières. Pour Charles Trocate, «*l'introduction de la notion de valeur et de la différenciation entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas*» est un problème majeur qui transforme les habitant-es en «*individus en permanence séduits par ce monde d'illusions, de propriété, de marchandise et d'ambition*». Dans le territoire indigène Mãe Maria, lui aussi traversé par le chemin de fer, Katê, le cacique – chef d'un *aldeia*, un village – explique que des traditions de son peuple, les Gavião, s'effacent avec l'arrivée des compensations: «*certains ne cultivent plus la terre parce qu'ils préfèrent acheter au supermarché*». Il critique également les Planos Básicos Ambientais, ces programmes que la loi impose aux entreprises pour réduire leurs impacts négatifs, car c'est dans ce cadre que Vale promeut une agriculture intensive leur commandant «*comment agir, s'organiser, vivre*». Dans les années 1970, le peuple gavião a été définitivement arraché à son territoire, inondé à la suite de la construction du barrage de Tucuruí, notamment conçu pour alimenter les activités de Vale. L'entreprise utilise également ces indemnités et programmes sociaux à des fins de division et de déstabilisation des communautés victimes de ses activités pour asseoir son emprise. Alaíde Abreu, de l'association Justiça nos Trilhos, y voit un moyen de «*favoriser certains et exclure d'autres*» – celles et ceux qui s'opposent à Vale. On observe une augmentation du nombre d'*aldeias* à qui sont proposées des indemnités,



Elenilson vit à proximité des rails avec sa grand-mère et sa femme. Le mur de la chambre maritale est dangereusement fracturé par les secousses que provoquent les trains.



À Marabá, l'institut féministe Borboletas dénonce l'insécurité que ressentent les femmes aux abords des rails, suspectant certains travailleurs de Vale de menaces et d'agressions.



José Souza Barroso avait vue sur la mine de cuivre de Sossego, depuis son terrain vendu par un juge à Vale sans son accord. La maison qu'il refusait de quitter jouxtait des parcelles déjà acquises par l'entreprise. Une semaine après cette photo, José a été assassiné.

explique Charles Trocate. «En résulte une plus grande difficulté à trouver un consensus et à lutter contre cet ennemi commun.»

Mais Vale ne se contente pas d'influencer les communautés locales: elle s'immisce aussi dans les institutions, ce que Bruno Malheiro qualifie de «capture totale», notamment par «le financement des campagnes électorales». Elle se substitue parfois même à l'État, comme le montre l'histoire de l'*acampamento* Terra e Liberdade, la plus grande occupation de terres d'Amérique latine. Après deux ans sans reconnaissance de l'État, les militants du Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (Mouvement des travailleur-euses sans terre) passent à la vitesse supérieure et décident d'occuper l'Estrada de Ferro Carajás voisine. Paralysée en son point névralgique, Vale convie les parties prenantes à des négociations et cède à certaines de leurs revendications – «ce que le

gouvernement aurait dû faire», commente Viviane Brigida, une cadre nationale du mouvement.

VIOLATIONS IMPUNIES DES DROITS HUMAINS

La diffusion des intérêts de Vale dans les sphères publiques explique sans doute pourquoi cette entreprise minière reste intouchable, alors que c'est celle qui s'est rendue coupable du plus grand nombre de violations des droits humains (147) dans le pays parmi les 112 sociétés du secteur en 2023⁶.

D'une part, elle maltraite ses employé-es, comme le dénonce Leila Sousa, licenciée à la suite d'une

inflammation ligamentaire sévère causée par huit ans de travail nocturne éreintant: «pour l'entreprise, nous ne sommes rien. Nous ne sommes que des statistiques». Autre exemple: après avoir évoqué le décès de deux ouvriers fin 2025, un guide touristique anonyme explique qu'«en fin d'année, il y a toujours un incident grave, parce qu'il faut atteindre les objectifs de production».

D'autre part, cette violence s'abat évidemment sur la société civile, dont le libre consentement préalable et éclairé n'est pas respecté, le doublement du chemin de fer s'étant opéré tronçon par tronçon pour contourner les études d'impact obligatoires. Par ailleurs, les nombreux chantiers ont fait arriver dans les communautés rurales des masses de travailleurs «de l'extérieur, ce qui a créé beaucoup de tensions et de désordre», raconte Adriana en évoquant bagarres, alcool, drogue et prostitution. À Marabá, l'institut féministe Borboletas suspecte aussi certains de ces travailleurs d'agressions et dénonce l'insécurité aux abords des rails. Ces violences sexistes et sexuelles sont telles que le phénomène porte un nom: «les enfants de Vale»⁷.

Vale, pour s'accaparer toujours plus de terres, force le déplacement des populations qui ont le malheur de se trouver sur son chemin en employant la terreur par l'intermédiaire de sociétés de sécurité privées qui servent de fusibles en cas de problème. Dans l'*acampamento* Cristalino, menacé par un projet de mine de cuivre, huit hommes armés ont débarqué dans la maison que Pedro Simon habite depuis dix ans, traumatisant ses enfants. À Vila Bom Jesus, Maria das Dores ne va plus pêcher, de peur de croiser leur route: «Ils frappent, [humilient] et volent nos affaires. Ils arrêtent les gens comme s'ils étaient la police: mon mari a disparu pendant huit jours.» Elle fait également état d'épisodes de torture pendant lesquels les agents simulent des noyades. La maison de son voisin agriculteur, José Souza Barroso, a été vendue sans qu'il soit consulté, à la suite d'un accord entre un juge et Vale, pour une valeur bien en dessous du marché. Il n'y a «pratiquement aucun doute que la justice travaille pour Vale», avance-t-il. Questionné sur l'éventualité de représailles alors qu'il refuse de quitter sa propriété, il répond: «Je n'ai pas peur de parler, il faut dire la vérité, que tout le monde sache ce que Vale fait ici.» Une semaine après notre entretien,

«Avant d'acheter les minerais de Vale, venez voir au Brésil comment ils sont extraits»

— Baiano

le 7 janvier, il sera assassiné par balle. Pourtant, comme si sa complicité financière et commerciale avec Vale n'était pas suffisante, l'Union européenne a annoncé en 2025 vouloir nouer un partenariat direct pour permettre «la production d'acier vert dans l'UE en combinant l'hydrogène brésilien à faible coût avec du minerai de fer» de Carajás. Baiano, un des coordinateurs de l'*acampamento* Cristalino, s'adresse directement aux Européen-nés: «avant d'acheter les minerais de Vale, venez voir au Brésil comment ils sont extraits». Tant que le fer de Carajás nourrira la transition énergétique européenne, l'illusion de l'acier vert recouvrira le bruit des trains, des mines et des peuples sacrifiés. Un écran de fumée qui s'est encore épaissi à la COP30, qui s'est tenue en 2025 à Belém, et dont Vale était l'un des principaux mécènes. **G**

1. Les *assentamentos* sont des occupations de terres du Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra dont l'existence est reconnue par l'État, par opposition aux *acampamentos*, temporaires ou en attente de régularisation.
2. Entre 2012 et 2018, l'association Justiça nos Trilhos comptabilise 207 accidents ayant entraîné 42 décès. Dans bien des cas, Vale nie toute responsabilité.
3. Selon l'International Trade Center, 24 % du minerai de fer importé en France en 2024 vient du Brésil. Ce chiffre monte à 34 % dans le cas de l'Italie, où se trouve la plus importante aciérie de l'UE.
4. La pollution est telle que le rapporteur spécial des Nations unies sur les déchets toxiques avait visité la localité en 2019 et réalisé un rapport sur la situation.
5. Pour donner suite aux protestations de la communauté face à ces dégâts, Vale a tenté d'empêcher son processus de reconnaissance en tant que *quilombo* malgré un rapport anthropologique attestant son existence depuis près de 350 ans.
6. Chiffres du Comitê Nacional em Defesa dos Territórios Frente à Mineração (Comité national pour la défense des territoires face à l'exploitation minière).
7. Le développement du secteur minier dans la région «a été et reste structuré sur l'exclusion, l'exploitation et la violence contre le corps (et la santé mentale) des femmes et des filles, en particulier celles qui sont noires, métisses et indigènes», selon une étude de l'Instituto de Estudos Socioeconômicos. Parauapebas, Açailândia et Marabá sont respectivement classées 5^e, 8^e et 12^e «pires villes pour être une femme au Brésil».

